Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

**Pratiques éprouvées et rennovations de la
diplomatie (Orient / Occident) :
enquêtes et réflexions**

Conférences de l'année 2014-2015

Atsushi Okazaki

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1835>

DOI : 10.4000/ashp.1835

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 161-166

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Atsushi Okazaki, « Pratiques éprouvées et rennovations de la diplomatie (Orient / Occident) :
enquêtes et réflexions », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences
historiques et philologiques* [En ligne], 147 | 2016, mis en ligne le 27 septembre 2016, consulté le 06
juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1835> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1835>

PRATIQUES ÉPROUVÉES ET RÉNOVATIONS DE LA DIPLOMATIQUE (ORIENT / OCCIDENT) : ENQUÊTES ET RÉFLEXIONS

Conférences de M. OKAZAKI Atsushi,
université de Kyushu (Japon),
directeur d'études invité

Cette série de conférences est constituée de quatre leçons en deux volets. Le premier (I et II) traite, sur la base de pratiques éprouvées, d'un dossier de diplomatie occidentale médiévale, tandis que le second (III et IV) propose des réflexions historiographiques et méthodologiques concernant la diplomatie et l'archivistique, notamment dans des perspectives comparatistes.

I. Évêques et chapitre de Paris entre collaboration et concurrence (XI^e-XII^e siècles) : études institutionnelle et diplomatique

Le sujet choisi pour la première conférence a porté sur les actes de l'église cathédrale de Paris de la fin du x^e au xii^e siècle, terrain curieusement délaissé, mais encore très fécond à maints égards, singulièrement sur le plan de la diplomatie. Une analyse diplomatique des actes des évêques de Paris amène à distinguer assez nettement trois phases successives d'évolution: 1) à partir d'une forme « quasi-carolingienne » sous l'évêque Renaud de Vendôme (991-1016), marquée par la solennité des formes et suggérant l'emploi continu de formulaires, on assiste vers le milieu du xi^e siècle et dans le demi-siècle suivant, particulièrement sous l'évêque Geoffroy de Boulogne (1061-1085), à une rénovation qui atteint sa perfection au début du xii^e siècle; 2) avec l'avènement d'Étienne de Senlis (1124), on assiste à une transformation plus ou moins profonde des actes, conduisant à la disparition des caractéristiques précédemment constatées; 3) vers 1160, début de l'épiscopat de Maurice de Sully (1160-1196), est engagée la dernière étape de l'évolution de la diplomatie épiscopale parisienne: alors que la production conservée enflé considérablement – 283 actes sur les 436 actes antérieurs à 1196 datent de cet épiscopat –, les actes adoptent une forme plus simple et concise, phénomène assez commun constaté à travers l'Europe entière à la même époque.

L'acte capitulaire proprement dit, qui apparaît en 1100, adopte une forme régulière, dont la stabilité est remarquable tout au long du xii^e siècle. L'emploi du sceau capitulaire apparaît vers 1117. Il semble qu'une seule chancellerie fonctionne alors à l'église de Paris, rédigeant aussi bien des actes de l'évêque que des actes du chapitre. À partir du milieu du xii^e siècle le chancelier se trouve être officier du chapitre et non de l'évêque; d'ailleurs, il n'est plus mentionné dans les actes épiscopaux. Les actes

rédigés au nom du chapitre témoignent d'activités menées plus ou moins indépendamment de l'évêque. C'est d'ailleurs en cette même période que se confirme l'autonomie capitulaire au sens propre.

La rédaction des actes épiscopaux est par contre assurée par un nouvel entourage épiscopal, composé de clercs divers, dont des chanoines de Paris. On pourrait appeler cet ensemble « chancellerie », puisqu'on y trouve un groupe de notaires susceptibles de travailler dans un même esprit. En ce qui concerne les actes capitulaires, ils sont tous préparés tout au long du XII^e siècle dans la chancellerie du chapitre cathédral de Paris. On peut donc dire qu'il existe alors comme une double « chancellerie » au sein de l'église de Paris.

C'est dans ce contexte-là, politique, social et institutionnel qu'il faudrait situer la rédaction du premier cartulaire de l'église de Paris, le *Liber Niger*. Des actes en nombre non négligeable sont alors conservés dans les archives de l'église de Paris, où les actes de prestige – royaux, comtaux, ou épiscopaux – côtoient des actes qu'on dit traditionnellement « privés », qui se présentent de façon très variée : on y trouve des actes falsifiés ou interpolés relativement nombreux, dont des pseudo-originaux ou des actes restitués ; des copies figurées, très souvent en deux ou plusieurs exemplaires, qu'on a de bonnes raisons de considérer comme fabriquées et conservées dans le chartrier de l'église de Paris. C'est du début du XII^e siècle que date précisément la fabrication du *Liber Niger*, tandis que se confirme une collaboration de l'évêque et du chapitre, malgré une tendance évidente de ce dernier à l'indépendance.

II. Gouvernement épiscopal et pratiques documentaires dans le diocèse de Paris aux XI^e et XII^e siècles

L'étude des « pratiques documentaires » locales permet d'appréhender des « réalités » multilatérales, entre les particuliers concernés et une autorité diocésaine qui entend encadrer une société en mutation. Deux aspects parmi d'autres ont été examinés, empruntant à des cas parisiens : 1) les concessions d'« autels » et l'encadrement religieux ; 2) la gestion des actes privés et la genèse de la juridiction gracieuse ecclésiastique.

En ce qui concerne les actes épiscopaux visant à concéder des autels, l'analyse des cas examinés a permis de formuler deux genres d'hypothèses, les unes concernant les étapes de l'évolution de la concession d'autels par les évêques, et les autres formant un essai d'interprétation à l'égard de ce phénomène.

On croit pouvoir discerner trois étapes successives dans les donations d'autels faites par les évêques de Paris : 1) autour de l'an mil, on constate une distinction nette entre *ecclesia* et *altare*, celui-ci étant à la disposition exclusive de l'évêque ; 2) les actes du premier XI^e siècle montrent l'évêque en situation de se réserver les seuls droits de synode et de visite ; 3) par la suite, les clauses de réserve de juridiction épiscopale sont plus étoffées et précises, concernant notamment le droit d'instituer le nouveau desservant. Quant à la disparition des actes de concession d'autels, aux années 1120-1130, elle coïncide avec un changement de vocabulaire (emploi presque exclusif du mot *ecclesia* pour désigner une paroisse) et l'apparition explicite d'une procédure nouvelle de *presentatio* du nouveau desservant.

Nous serions tenté de formuler des interprétations des phénomènes ainsi examinés ; 1) la donation d'autels de la part de l'évêque se présente plutôt comme la définition d'une réalité déjà imposée par le langage du droit canonique ou l'approbation explicite d'un privilège « acquis avant son octroi » ; 2) dans le diocèse de Paris s'affirme la compétence épiscopale en matière de *cura animarum* au milieu du XII^e siècle, ce qui tient aux efforts visant à réserver la juridiction diocésaine en assortissant les actes de donation d'autels de clauses explicites à ce propos, efforts à peine engagés au milieu du XI^e siècle. Il convient de noter enfin que, sur un plan diplomatique et rédactionnel, les actes de concession d'autel du XI^e siècle témoignent, en leur diversité, d'un « bricolage » opéré en fonction des conditions locales et des personnes impliquées. Les pratiques constatées ne témoigneraient donc pas d'une dégradation causée par la négligence ou l'ignorance en matière de diplomatie plus ou moins érudite, mais d'efforts d'adaptation à des réalités vivantes entretenues sur place, où s'opère une acculturation au profit d'une valorisation de l'écrit patronnée par les clercs de la cathédrale.

La gestion des actes privés constitue un autre aspect des pratiques documentaires observées dans l'église cathédrale de Paris jusqu'au début du XIII^e siècle. Elle offre des indices pour mieux discerner le processus de formation d'une institution et ses fonctionnements concrets, où interviennent de multiples enjeux. L'exposé est parti d'un état de la situation au début du XIII^e siècle, pour remonter ensuite le temps en traçant l'évolution institutionnelle du XII^e siècle.

S'agissant de la juridiction gracieuse, on assiste au début du XIII^e siècle à une prépondérance impressionnante des actes épiscopaux, alors que les actes des officiaux ne progressent qu'à un rythme assez modéré, même dans des années 1210, et que le chapitre ne joue aucun rôle visible, tandis que l'official apparaît à Paris vers 1204 d'une manière imprécise comme faisant partie de l'entourage épiscopal (les officiaux parisiens sont des *magistri*-chanoines, des clercs de l'évêque ou des archiprêtres de Paris).

En ce qui concerne la notification épiscopale des actes privés au cours du XII^e siècle, se confirme dans les actes de Maurice de Sully, surtout à partir de la décennie 1170, l'emploi d'expressions empruntées au droit romain plus ou moins caractéristiques de la juridiction gracieuse « classique », alors que l'évêque est sollicité depuis le milieu du XII^e siècle pour confirmer ou notifier, d'abord sous la forme de « pancartes », des donations diverses faites à des églises-bénéficiaires, interventions marquées dans les premiers temps par la volonté de soutenir la juridiction de l'ordinaire en matière de transfert des biens d'église. On constate aussi que dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'évêque a volontiers délégué une partie de la procédure de juridiction gracieuse à un certain nombre de mandataires, recrutés principalement dans l'entourage épiscopal résidant à Paris ou parmi les doyens ou archiprêtres en place.

En définitive, c'est à bon droit qu'on peut qualifier une chancellerie épiscopale de « laboratoire », car en son sein se rencontrent des pensées socio-juridiques de différents niveaux, des demandes locales et des exigences d'ordre formel. Les deux dossiers ouverts ici sont à cet égard des observatoires privilégiés pour examiner les modalités de rencontres et d'acculturation.

III. *Histoire comparée des archives (Occident / Orient) aux époques médiévale et moderne*

L'intérêt accru pour l'histoire des archives se manifeste de façon saisissante à travers le monde depuis la fin du xx^e siècle, nourrie de façon générale par la problématique de la gestion de la mémoire. Dans ce sillage s'est formée, sur une initiative japonaise, une équipe de recherche collaborant à l'histoire comparée des archives ; elle a poursuivi depuis 2004 une série de réunions scientifiques avec des collègues venus de différents pays parmi lesquels le Japon, la Corée, la Chine, la Turquie et la France. La méthode de travail invite à considérer un éventail d'éléments ayant pesé sur l'histoire archivistique de ces pays : conditions historiques générales (politique, économiques, sociales ou diplomatiques), conditions historiques de la conservation des documents ; modalités de constitution d'une « mémoire », sensibilité au passé et modes de valorisation du patrimoine. Dans cette troisième conférence, quelques résultats et perspectives ont été présentés.

Après quelques réflexions méthodologiques à ce propos, qui ont permis de préciser les positions stratégiques retenues, nous avons donné quelques éléments généraux sur la situation des archives anciennes, notamment les conditions de leur tradition, dans les pays d'Extrême-Orient, la Chine, la Corée et le Japon antique et médiéval. Il ressort de ces considérations quelques réflexions relatives à l'histoire comparée des archives : une énorme quantité de documents anciens conservés pour deux « civilisations », celles du Japon et de l'Europe médiévale, par rapport à ce que l'on observe dans d'autres régions du monde, telles la Chine ou la Corée, où les documents contrôlés ou conservés essentiellement par l'autorité gouvernementale ont tendance à disparaître. C'est en revanche chez les bénéficiaires que l'on est conduit à chercher des documents anciens au Japon et en Europe, susceptibles de garder leurs archives d'une manière quasi perpétuelle, en tant que personnes morales, chargées en quelque sorte d'assumer la mémoire familiale par l'écrit. Dans le cas japonais, il faut ajouter une autre particularité : la patrimonialisation des archives par un lignage noble qui occupe héréditairement un office, les documents administratifs étant alors conservés dans les dépôts « privés » de maisons lignagères. D'autres singularités, touchant les archives des marchands japonais, suggèrent que les données d'ordre culturel ou idéologique de l'organisation sociale interviennent d'une manière décisive dans les conditions de conservation des documents.

Pour terminer, un petit mot pour l'utilité pratique de la pensée comparatiste dans le métier d'historien. Les rencontres scientifiques d'histoire comparée incitent à découvrir des éléments cachés ou difficiles à apercevoir dans nos domaines de recherche respectifs ; c'est une des leçons que nous avons tirées des réunions entre spécialistes japonais et européens que nous avons organisées sur le thème de la communication politique dans le haut Moyen Âge et sur la gestion des actes privés dans le milieu urbain au bas Moyen Âge. L'histoire comparée est une voie prometteuse ; elle ouvre à des compréhensions moins partielles et à des découvertes inattendues, pour peu que les terrains d'exploration soient dûment déterminés, par exemple en approfondissant des recherches de « diplomatie spéciale ». De la sorte, l'histoire comparée ne contribue pas seulement à satisfaire des curiosités d'exotisme en face d'une culture singulière, mais aussi à partir à la découverte d'un monde inconnu ou méconnu, par le biais de la déconstruction raisonnée des partis pris et préjugés.

IV. Une diplomatie comparée en voie de rénovation (Europe / Japon) : réflexions historiographiques et méthodologiques

Dans cette dernière conférence, il s'est agi d'abord de saisir quelques traits de la diplomatie pratiquée au Japon. Cette science « auxiliaire » a été introduite au milieu du XIX^e siècle, lors de la Restauration de Meiji (1868), quand les Japonais se sont efforcés d'importer les technologies avancées et les systèmes politiques de l'État moderne dans un pays à peine occidentalisé. Mais elle y a connu un essor spectaculaire, notamment en ce qui concerne l'expertise des écritures et les signatures, éléments propres à discerner le vrai et le faux. Cet essor a aussi été marqué par des efforts continus en matière de collecte de documents, sous forme de copies manuscrites puis de photographies exécutées à travers l'archipel, ou encore d'établissement de listes chronologiques de documents minutieusement décrits. Toutefois, en matière d'archives, ce n'est respectivement qu'en 1971 et 2011 que le Japon s'est doté d'Archives nationales (en tant qu'institution centrale de l'État) et d'une véritable législation sur la gestion des archives.

D'un autre côté, cependant, la diplomatie pratiquée au Japon a eu du mal à se dégager des disciplines sœurs que sont l'archivistique et la paléographie ; son objet propre est resté mal délimité et les diplomates japonais ne se sont pas employés à établir la diplomatie en science indépendante. Par ailleurs, ses spécialistes sont en règle générale peu rompus aux disciplines juridiques. Il faut d'ailleurs noter que l'archivistique japonaise, sensible à la teneur et au document particulier, est mal à l'aise avec la catégorisation formelle et avec la notion de fonds. Les documents « bruts » sont dévalorisés par rapport à l'« historiographie ». Un renouveau des études de diplomatie s'est cependant observé à partir des années 1970, se tournant vers les questions de genèse, d'emploi et de conservation des documents, mais s'intéressant moins à leur forme, bien que celle-ci ait présenté des changements parfois spectaculaires, qu'il s'agisse du style de rédaction, du formulaire ou du système de validation. Assurément, l'exemple japonais montre comme il est impératif de réfléchir aux conditions historiques de la recherche sur les documents, pour comprendre les voies qu'elle a traditionnellement empruntées ou les rénovations qu'elle entreprend.

La conférence s'est ensuite orientée vers un bref examen des discussions récentes observées dans l'archivistique contemporaine à l'ère numérique, prenant notamment appui sur des questions ouvertes par Luciana Duranti (définition du document d'archives, formes que prend l'authenticité du document électronique, articulation entre archivistique et diplomatie). Assurément, cette exportation de la diplomatie impose une plus grande rigueur conceptuelle, laquelle, en retour, pourrait profiter au regard porté sur les documents anciens. À vrai dire, l'inverse est aussi vrai et des spécialistes d'archives électroniques tireraient profit de l'expérience acquise sur les documents anciens. À titre d'exemple, le conférencier invité a montré comment les notions à l'œuvre dans la théorie du *Records Continuum* énoncée en 1996 par F. Upward (notions d'« acte capté », de « mémoire organisationnelle », etc.) peuvent s'appliquer aux modalités de création, de conservation et de perception (cela jusqu'à aujourd'hui) d'un dossier de chartes des années 1067-1139, celui de l'avouerie de Viry, une possession du chapitre cathédral de Paris en Vermandois.

La dernière conférence s'est achevée par des remarques sur les possibilités d'une « diplomatie générale » et d'une « archivistique générale », une perspective rendue fort souhaitable dans un monde en voie d'unification et de normalisation, une nécessité particulièrement aiguë pour des pratiques et des sciences visant à la gestion de l'information. Les initiatives en ce sens sont à promouvoir, confrontant les recherches sur les documents contemporains et sur les anciens, mais à condition que la méthode suivie soit bien contrôlée. La comparaison sera sans doute particulièrement fructueuse en s'intéressant au contexte et à l'aspect processuel des affaires conduites, au « fonctionnement » de l'acte et aux différents milieux où l'acte est créé, utilisé ou conservé ; à l'évolution diversifiée qu'un document connaît tout au long de sa vie en tant que tel ou comme lieu de mémoire. La diplomatie européenne est un fruit merveilleux de la civilisation de l'Occident moderne, avec un système de techniques raisonnées. C'est la même chose pour les recherches accomplies par les collègues venus d'autres régions ou pays du monde, ce qui invite à un essai d'historiographie pour chaque communauté de chercheurs, assorti d'une prise en compte de préoccupations comparatistes. Mais l'histoire comparée ne sera fructueuse que fondée rigoureusement sur des études minutieuses de cas ainsi que sur des réflexions sur soi-même. L'interrogation de Montaigne – « que-sais-je ? » – est toujours à méditer et à suivre.